



Centre d'Information sur les Renseignements
et le Terrorisme
au Centre d'Etudes Spéciales (CES)

Nouvelles du conflit israélo-palestinien 16-31 mars

Le sommet arabe de Riyad réaffirme l'initiative de paix arabe, mais ignore le terrorisme palestinien...



Abu Mazen, le Président de l'Autorité Palestinienne, et Ismail Haniya, le Premier ministre du gouvernement d'union nationale, arrivent au sommet de Riyad (Télévision saoudienne, 27 mars 2007)

Et sur le terrain, le JIP, hostile à l'initiative arabe, multiplie les tirs de roquettes.



Une cellule du JIP tire des roquettes sur Israël (Site Internet du JIP, 30 mars)

Sommaire

Aperçu général

Événements importants

Données statistiques

Premières réactions à l'adoption de l'initiative arabe

Scène interne palestinienne

Israël et l'arène internationale

Aperçu général

- Le principal événement des deux dernières semaines de Mars a été la réactivation de l'initiative de paix arabe de 2002 au sommet de Riyad. Le projet prévoit le retrait d'Israël des territoires occupés en 1967 et l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale. En échange, un accord de paix sera signé entre les pays arabes et Israël. L'initiative comprend également un paragraphe sur une "solution juste" au problème des réfugiés palestiniens fondée sur la Résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU de Décembre 1948. L'initiative arabe ne fait pas mention de la fin des attaques terroristes contre Israël.
- Israël espère que les décisions du sommet de Riyad contribueront aux efforts de promotion du processus de paix avec les Palestiniens et le monde arabe. Selon le Premier ministre israélien Ehud Olmert, la paix pourra être atteinte au Proche-Orient d'ici les cinq prochaines années. Olmert n'a pas critiqué l'initiative arabe mais a exprimé des réserves au sujet de la mention de la Résolution 194 de l'ONU. Abu Mazen a chaudement salué l'initiative et a fait part de son adhésion aux recommandations de la Résolution 194 concernant les réfugiés. Des considérations tactiques ont empêché le Hamas, opposé à l'initiative arabe qui prévoit la reconnaissance de l'Etat d'Israël, de faire ouvertement part de son opposition (alors qu'en parallèle, ses dirigeants continuent d'affirmer le droit de poursuivre les attaques terroristes contre Israël et leur adhésion au "droit du retour" des Palestiniens). De son côté, le **Jihad Islamique Palestinien** a fait part de son opposition à l'initiative arabe, notamment en tirant des roquettes en Israël depuis la bande de Gaza.

Evénements importants

Bande de Gazai

Tirs du Hamas sur des Israéliens près d'un réservoir de carburant

■ Au cours des deux dernières semaines de mars, **des tireurs du Hamas** ont tiré sur des Israéliens près d'un réservoir de carburant à proximité du kibboutz Nahal Oz. Le 19 mars, un Israélien travaillant pour la compagnie d'électricité a été gravement blessé; le 26 mars, d'autres tirs n'ont, heureusement, fait aucun blessé.

■ Le Hamas a revendiqué la responsabilité de ces attaques, exceptionnelles depuis le désengagement (Août 2005). Les porte-parole du mouvement ont déclaré qu'elles avaient été commises en riposte aux opérations israéliennes et ont souligné que le Hamas n'avait pas renoncé à sa politique de "résistance" (cf., les violences et le terrorisme).

✿ **Abu Obeida**, porte-parole des Brigades Izzedine al-Qassam, la branche armée du mouvement, a déclaré que les **Brigades ne respectaient pas le cessez-le-feu**. Il a toutefois ajouté que les tirs ne visaient pas à porter préjudice au nouveau gouvernement et que le Hamas n'avait pris aucune décision politique au sujet d'une possible escalade de ses activités militaires (Agence de Presse Ma'an, 19 mars 2007).

✿ **Fawzi Barhoum**, porte-parole du Hamas, a justifié les tirs sur Nahal Oz en déclarant que son mouvement **n'avait pas abandonné ses activités militaire bien qu'il soit au pouvoir**. Il a ajouté que le Hamas adhérait au "programme de résistance jusqu'à la libération des terres palestiniennes" (Site Internet Filasteen Mubasher, 26 mars 2007).

Hausse des tirs de roquettes

■ Au cours des deux dernières semaines de mars, le nombre de roquettes tirées sur les localités israéliennes du Néguev occidental a augmenté (22 tirs identifiés). Cette hausse fait suite à la baisse relative des attaques durant les deux premières semaines de Mars (12 tirs). Mercredi 28 mars, **jour d'ouverture du sommet arabe de Riyad**, sept roquettes ont été tirées simultanément. Le JIP a revendiqué la responsabilité de ces tirs. **L'Autorité Palestinienne ne fait rien pour prévenir de telles attaques, qui sont une violation de l'accord de cessez-le-feu en vigueur dans la bande de Gaza.**

■ En réponse à la salve de roquettes, une force de Tsahal a attaqué une cellule du JIP au Nord de la bande de Gaza, alors que ses membres s'apprêtaient à tirer une nouvelle rafale. Les soldats ont tiré sur les terroristes, blessant quatre d'entre eux (AP, 28 mars 2007).

Judée-Samarie

Une attaque à l'arme blanche déjouée

■ Un couteau a été trouvé en possession d'une Palestinienne qui avait provoqué les soupçons des soldats de Tsahal, stationnés au point de passage de Hawara (près de Naplouse). Les soldats ont réussi à intercepter la terroriste. Au cours de son interrogatoire, elle a reconnu qu'elle prévoyait de tuer un soldat de Tsahal à ce poste.

Opérations de contre-terrorisme

■ Les forces de Tsahal ont poursuivi leurs opérations de contre-terrorisme en Judée-Samarie:

- ✿ Le 27 mars, des soldats de Tsahal ont échangé des coups de feu avec des terroristes au cours d'une opération à Naplouse, tuant deux membres du

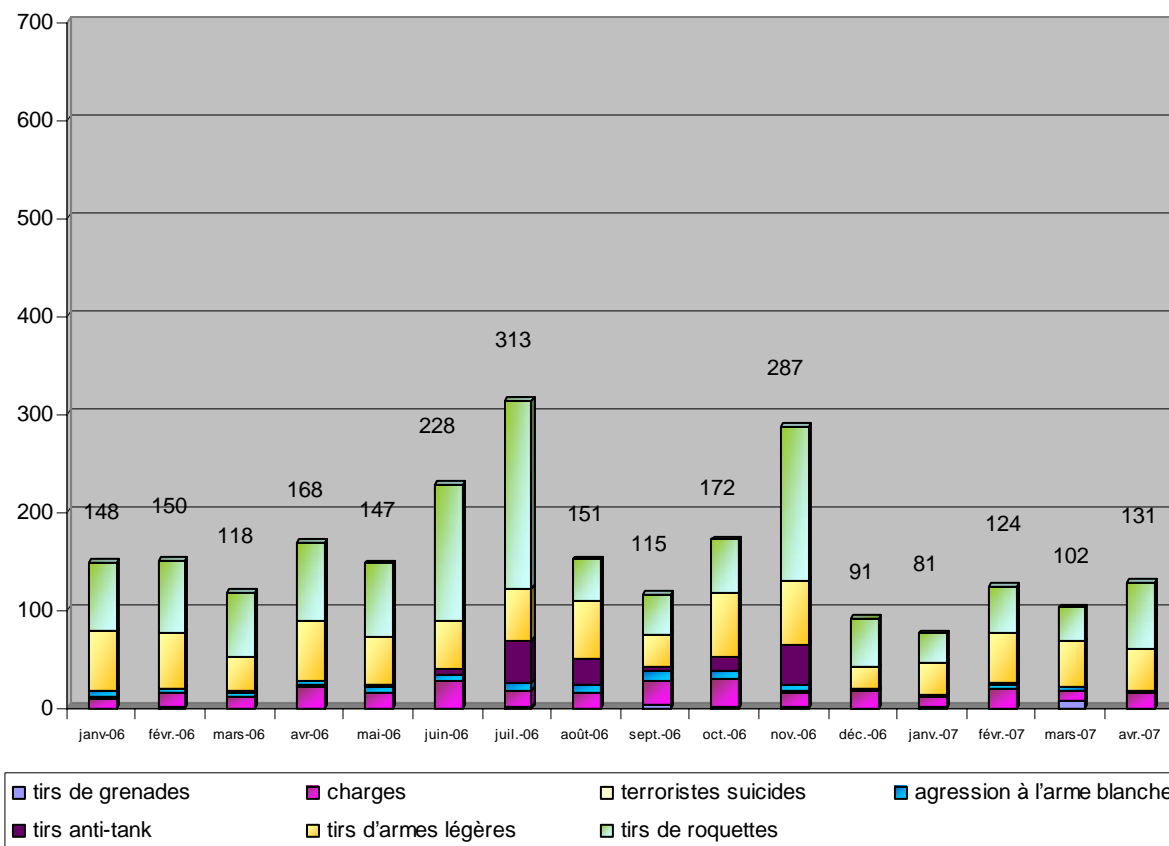
Fatah-Tanzim. Ils étaient impliqués dans des attaques à l'explosif à Naplouse dont un attentat au cours duquel, un soldat de Tsahal a été tué et cinq autres ont été blessés en Juillet 2006.

✿ Le 28 mars, Muhammad Qatanah, responsable du JIP à Naplouse, a été arrêté.

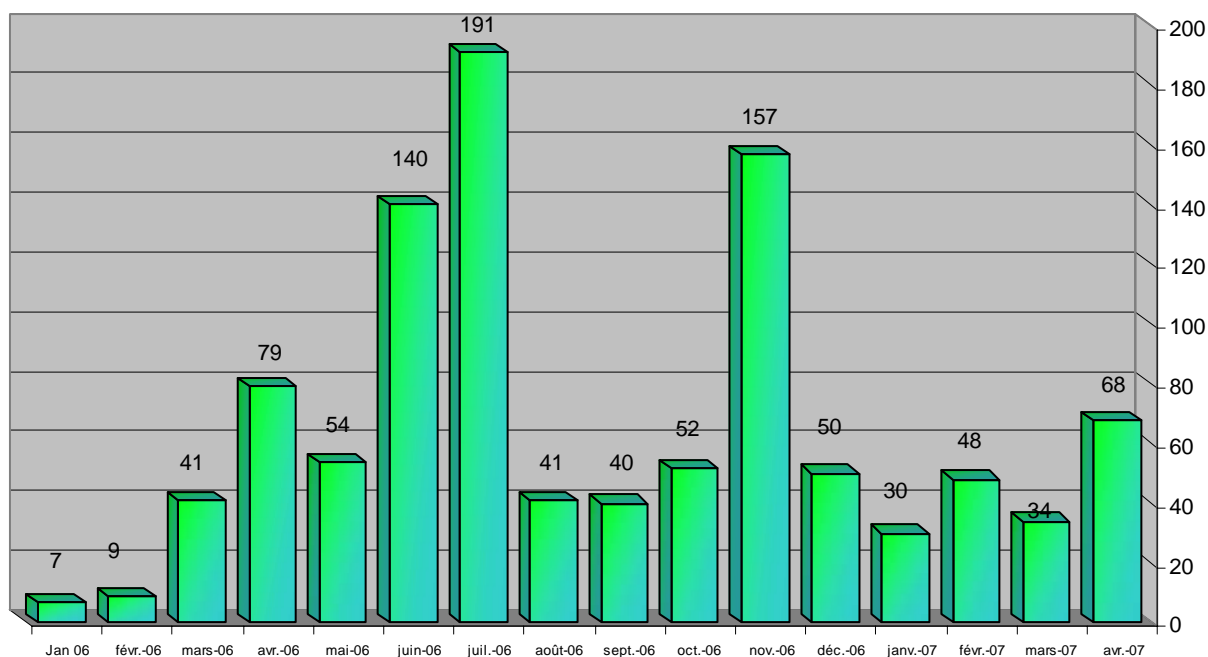
✿ Le 28 mars, lors d'une opération de contre-terrorisme à Qalqilya, les forces israéliennes de sécurité ont arrêté 19 membres du Hamas, dont deux hauts responsables.

Données statistiques

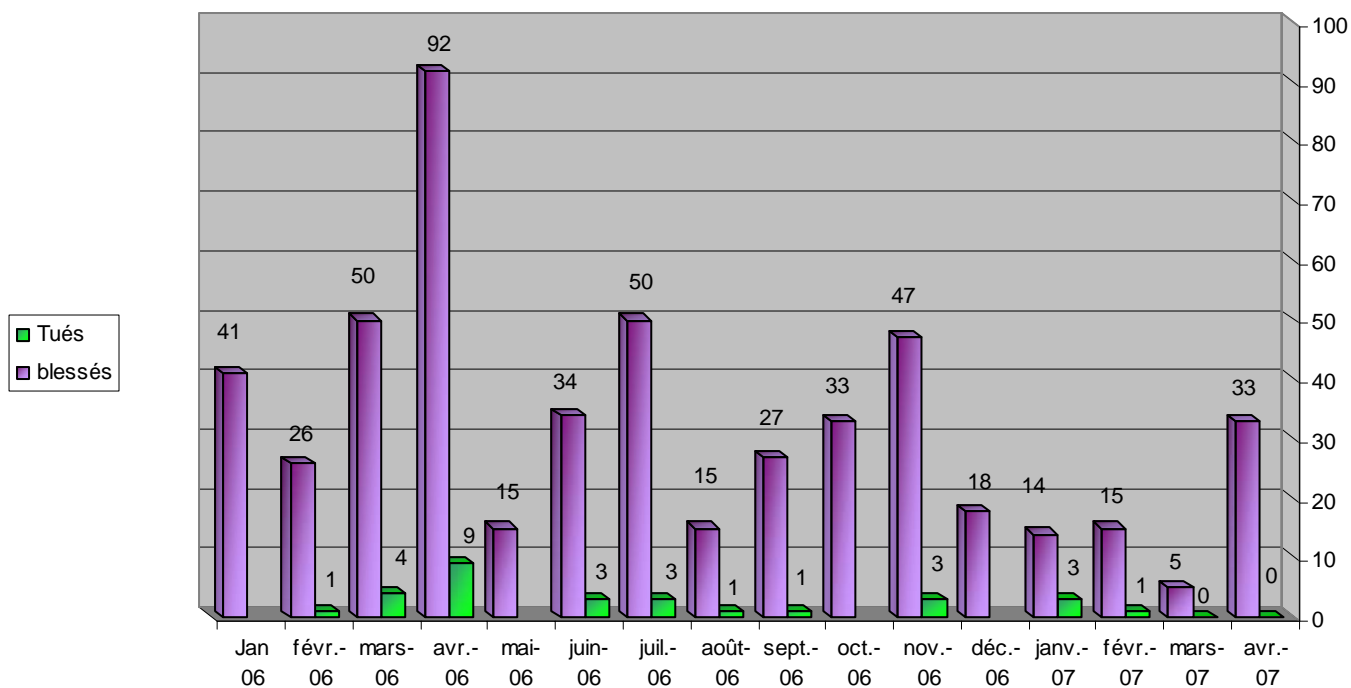
Répartition mensuelle des attaques



Répartition mensuelle des tirs de roquettes



Victimes israéliennes, par division mensuelle



Le sommet arabe de Riyad réactive l'initiative de paix arabe



Le roi Abdullah d'Arabie Saoudite accueille Abu Mazen et Ismail Haniya à leur arrivée à Riyad (Site Internet du Hamas, 27 mars)

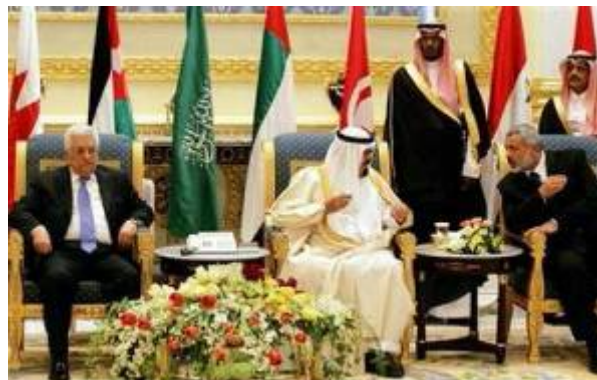
■ Les 28 et 29 mars 2007, la capitale saoudienne a accueilli le 19^{ème} sommet arabe. La rencontre a été assombrie par l'escalade de la lutte régionale entre l'axe radical irano-syrien et les pays pro-occidentaux pragmatiques (principalement l'Arabie Saoudite, l'Egypte et la Jordanie), ainsi que par les tensions internes qui règnent dans les différentes zones de conflit (notamment l'Irak, la scène palestinienne et le Liban). Les décisions adoptées par les participants ont permis de témoigner de la nécessité pour le monde arabe de s'unir et d'agir de concert face aux défis internes et externes.

■ Le sommet a notamment été l'occasion de réactiver l'initiative arabe adoptée à Beyrouth en Mars 2002. Alors que les participants ont insisté sur l'importance de diffuser l'impression d'une unité panarabe renouvelée, ce sommet avait pour ambition d'atténuer le conflit contre la menace iranienne (bien que les décisions prises ne mentionnent pas directement l'Iran comme source de menace) et d'établir le statut de leader du monde arabe de l'Arabie Saoudite.

■ L'initiative de paix arabe adoptée au sommet de Beyrouth en 2002 est fondée sur un projet saoudien soumis par l'actuel roi d'Arabie Saoudite, Abdullah bin Abd al-Aziz (prince à l'époque). Le document a été dévoilé fin 2001, après une année chargée en terrorisme palestinien (la "seconde Intifada"). L'Arabie

Saoudite espérait ainsi mettre un frein au conflit palestino-israélien tout en améliorant ses relations avec les Etats-Unis et l'Occident après le 11 septembre 2001. L'initiative saoudienne a été révélée dans une interview accordée par le prince Abdullah au chroniqueur du New York Times Thomas L. Friedman en Février 2002. Le projet a ensuite été modifié (en durcissant notamment sa position au sujet d'Israël) avant d'être accepté par tous les pays arabes représentés au sommet de Beyrouth.

■ Les participants au sommet de Riyad ont adopté le texte complet de l'initiative arabe, y compris le paragraphe portant sur les réfugiés palestiniens, inacceptable pour Israël et qui ne figure pas dans le document originel.¹ Selon la déclaration finale des dirigeants arabes réunis à Riyad, l'initiative vise à préparer le terrain à une résolution pacifique du conflit arabo-israélien sur la base des décisions internationales, et sur le principe de la terre en échange de la paix.



Abu Mazen (à gauche) et Ismail Haniya aux côtés du roi saoudien Abdallah. Le sommet a permis au Hamas de se placer en égal à Abu Mazen sur la scène panarabe (Site Internet du Hamas, 27 mars 2007).

¹ Dans une interview accordée à Thomas Friedman, Abdullah a fait allusion à un retrait total d'Israël des territoires occupés en échange de la normalisation des relations, et **n'a pas fait référence aux réfugiés palestiniens**. Ce qui suit figurait dans l'exemplaire du 17 février 2002 du New York Times: "retrait total de tous les territoires disputés, en accord avec les résolutions de l'ONU, y compris à Jérusalem, pour une normalisation totale des relations." **Le paragraphe lié aux réfugiés a été ajouté au sommet de Beyrouth sous la pression de la Syrie et des pays arabes radicaux.**

Principaux points de l'initiative arabe (la version arabe figure en annexe) 2

■ Ci-dessous les principaux points adoptés au sommet de Beyrouth les 27 et 28 mars 2002:

✿ Le Conseil de la Ligue Arabe demande à Israël de revoir sa politique et de se tourner vers la paix, et déclare qu'une paix juste (*al-salam al-'adil*) est son choix stratégique.

✿ Le Conseil de la Ligue Arabe demande à Israël de prendre les mesures suivantes:

◆ **Retrait total (*al-insihab al-kamil*)** des terres arabes occupées, y compris du “**Golan syrien**,” aux lignes du 4 juin 1967 et des terres toujours occupées par Israël au Sud-Liban.³

◆ **Trouver une solution juste (*hall 'adil*) au problème des réfugiés palestiniens, en accord avec la Résolution 194 de l'ONU.**⁴

◆ Accepter l'existence d'un **Etat palestinien indépendant et souverain** sur les territoires palestiniens occupés depuis le 4 juin 1967 en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec Jérusalem-Est pour capitale.

² Fondé sur le texte en arabe figurant sur le site de la Ligue Arabe
http://www.arableagueonline.org/las/arabic/details_ar.jsp?art_id=1777&level_id=202#

³ Israël n'“occupe” pas le Sud-Liban. Il est clairement fait allusion aux Fermes de Shebaa (Har Dov), qui font partie des hauteurs du Golan et ne font pas partie du Liban. On peut supposer que le gouvernement libanais a demandé que la référence figure dans l'initiative. Le fait de représenter Israël comme “occupant” du territoire libanais est exploité par le Hezbollah pour accorder une légitimité à la poursuite des attaques terroristes.

⁴ Le paragraphe 11 de la Résolution 194 des Nations-Unis (11 décembre 1948), précise ce qui suit: “Il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et des indemnités doivent être payées à titre de compensations pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé, lorsque, en vertu des principes du droit international, ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou les autorités responsables” (Site Internet de l'ONU). Il faut préciser que l'initiative arabe ne fait pas expressément recours à l'expression “le droit du retour.”

❁ [En échange,] les pays arabes agiront ainsi:

- ◆ [Les pays arabes] considéreront alors que le **conflit arabo-israélien est terminé et concluront un accord de paix** entre eux et Israël en garantissant la sécurité de tous les pays de la région.
- ◆ [Les pays arabes] **établiront des relations naturelles** (*'alaqat tabi'yya*⁵) avec Israël dans le cadre d'une paix globale.
- ◆ [Les pays arabes] garantiront le **rejet de toutes les formes d'installation permanente des Palestiniens** [cf., les réfugiés] [dans les pays arabes] (*al-tawtin*) contraire à la situation particulière en vigueur dans les pays arabes hôtes.
- ◆ La Ligue Arabe appelle le gouvernement d'Israël et tous les Israéliens à accepter cette initiative pour préserver la chance de l'établissement de la paix et pour prévenir tout bain de sang,⁶ de façon à permettre aux pays arabes et à Israël de vivre en paix côte à côte et d'assurer un avenir prospère et stable aux générations futures.

■ Le sommet annonce la création d'un "mécanisme" chargé de promouvoir l'initiative de paix arabe. Un comité ministériel spécial arabe (mesure courante dans les sommets arabes) sera chargé de former des groupes de travail pour entamer les contacts nécessaires avec le secrétaire général des Nations-Unies, les pays membres du conseil de sécurité et le Quartet international, ainsi que les

⁵ Il n'est pas fait recourt au terme plus large et plus chargé de sens, "normalisation" (*tabi'*). Le terme "relations naturelles" est généraliste et ne précise pas la nature des relations qui seraient instituées entre les pays arabes et Israël. Il fait toutefois allusion au fait que de telles relations pourraient être établies ou que le boycott arabe d'Israël pourrait être levé. Toutefois, il pourra permettre aux pays arabes de maintenir une "paix froide" semblable à celle en vigueur entre Israël et l'Égypte. Dans ce cadre, Israël est formellement reconnu et des relations diplomatiques sont établies, mais elles n'incluent pas de relations sociales ou culturelles.

⁶ Au-delà d'une expression généraliste et non-obligatoire, l'initiative ne fait **aucune mention de la fin du terrorisme palestinien contre Israël**. Au moment de la rencontre (la veille de l'attaque suicide à l'hôtel Park de Netanya), le terrorisme palestinien avait atteint des sommets sans précédent.

parties concernées par le processus de paix (cf. référence à Israël, qui n'est pas cité nominativement) (Télévision Al-Jazeera, 29 mars 2007).

Premières réactions à l'adoption de l'initiative arabe

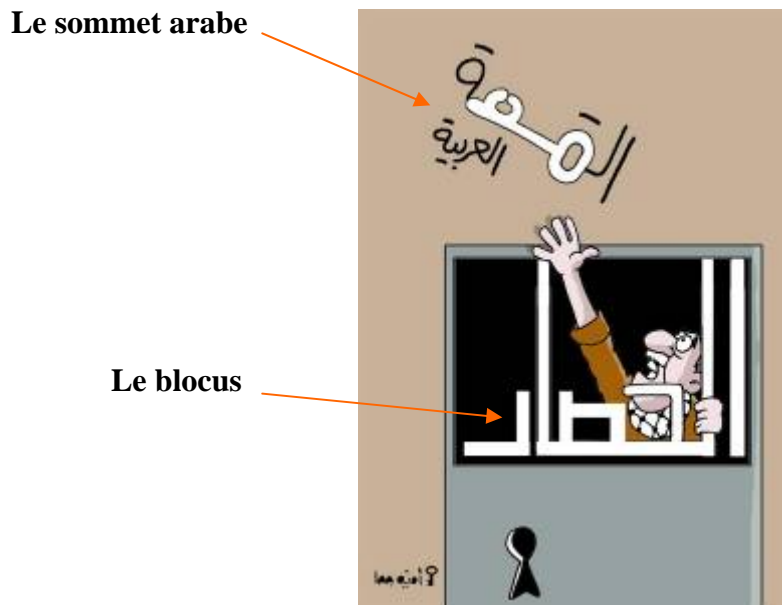
Israël

■ Voici un extrait des propos d'un porte-parole du Ministère des Affaires étrangères, le 29 mars:

“Israël est sincèrement intéressé à poursuivre un dialogue avec les pays arabes aspirant à la paix avec Israël afin de promouvoir un processus de normalisation et de coopération. Israël espère que le sommet de Riyad permettra de contribuer à cet effort. La position d'Israël au sujet du processus de paix avec les Palestiniens repose sur des principes fondamentaux, le plus important étant l'existence de deux Etats-nations, chacun reposant sur les aspirations de son propre peuple – Israël pour le peuple juif et la Palestine pour le peuple palestinien – et la coexistence des deux pays en paix, sans menace du terrorisme et de violences. A cette fin, un dialogue direct entre Israël et les Palestiniens est nécessaire.”

■ Le 28 mars, le Premier ministre israélien Ehud Olmert a déclaré au quotidien israélien Haaretz qu'il pensait qu'un accord de paix pourrait être conclu d'ici les cinq prochaines années avec les pays arabes et les Palestiniens. Il a salué l'initiative saoudienne, tout en émettant des réserves sur la référence à la Résolution 194 de l'ONU. Olmert a déclaré que l'initiative arabe comportait des idées intéressantes et a ajouté: “nous sommes prêts à en discuter et à connaître les positions saoudiennes et à leur faire connaître les nôtres.” Il a encore précisé qu'il serait heureux de participer à une conférence régionale qui soutiendrait des négociations entre Israël et les Palestiniens (Haaretz, 30 mars 2007). Dans une interview au magazine Time, le Premier ministre a déclaré que s'il pouvait rencontrer le roi Abdullah, il le surprendrait par ce qu'il aurait à lui dire. Il a ajouté que l'approche de l'initiative de paix arabe était très intéressante (Haaretz, 1^{er} avril 2007).

L'arène palestinienne



■ Espoirs palestiniens que le sommet arabe permettra de lever la pression internationale (le “blocus”). La caricature a été dessinée par Omayya Joha, proche du Hamas. Le dessin ne fait aucune référence à l'espoir que le sommet permette de promouvoir la paix entre Israël et les Palestiniens (Site Internet du Hamas, 30 mars 2007)

Le Président de l'Autorité Palestinienne

■ Le Président de l'Autorité Palestinienne Abu Mazen et le Premier ministre Ismail Haniya étaient à la tête de la délégation palestinienne au sommet de Riyad. Contrairement aux responsables et porte-parole du Hamas, qui se sont retenus de faire part de leur réelle position par rapport à l'initiative arabe (voir plus bas), Abu Mazen a chaudement salué le projet et a appelé les pays arabes à faire un effort pour le promouvoir auprès de la communauté internationale.

■ Voici les principaux points de la déclaration d'Abu Mazen au sujet de l'initiative arabe (Télévision palestinienne et Agence de Presse Palestinienne, 27 mars 2007):

✿ L'initiative de paix arabe est **la meilleure opportunité de trouver une solution à la crise du Proche-Orient**. Tout échec signifierait la destruction de l'espoir d'une paix dans le futur.

✿ **Aucun changement ne doit être apporté à l'initiative** parce qu'elle est “tout à fait équilibrée” et garantie les “droits” des deux côtés. Les Palestiniens recevront un pays et une “solution au problème des réfugiés,” et les pays arabes et musulmans normaliseront leurs relations avec Israël.

✿ **L'initiative devra être promue auprès des pays du monde**, car, selon Abu Mazen, elle n'a pas été correctement comprise ou expliquée, et a même été “corrompue par plusieurs facteurs” (Abu Mazen n'a pas jugé bon de préciser à quels facteurs il faisait référence).

✿ En principe, **il n'y a pas de raison d'éviter d'avoir des contacts avec Israël**. Abu Mazen a déclaré avoir récemment mis au point un principe de rencontres bimensuelles avec le Premier ministre Olmert, lors desquelles les problèmes mutuels seront abordés, ainsi que les problèmes fondamentaux liés à l'accord final.

✿ Au sujet de la **question des réfugiés**, Abu Mazen a déclaré (selon l'Agence de Presse Palestinienne): “Nous adhérons au texte littéral de la Résolution 194 de 1949 de l'Assemblée générale de l'ONU [cf., en fait 1948].” Il a précisé que la résolution était également citée dans l'initiative arabe, qui appelle à une “solution juste et convenue au problème des réfugiés selon la Résolution 194.” Dans un discours prononcé à l'occasion de la session finale du sommet, Abu Mazen a salué la réactivation de l'initiative arabe et a appelé à **l'établissement d'un mécanisme chargé de la mettre en œuvre**, ainsi qu'à trouver le moyen de transformer le projet en un programme pratique applicable (Agence de Presse Palestinienne, 29 mars 2007).

■ **Salam Fiyyad**, le Ministre des Finances du gouvernement d'union nationale, a exhorté les dirigeants arabes à verser une aide financière urgente à l'AP et à soutenir son budget (Al-Hayat Al-Jadeeda, 29 mars 2007). Il a déclaré que l'AP

avait besoin de 2,7 milliards \$ pour l'année fiscale 2007 et a fait part de son espoir que les pays arabes et européens allaient aider l'AP à combler son déficit budgétaire.

Hamas

■ Le Hamas est opposé à l'initiative arabe car elle prévoit la reconnaissance d'Israël et la fin du conflit. Toutefois, le Premier ministre du Hamas Ismail Haniya a participé à la délégation envoyée à Riyad, et jusqu'alors, les porte-parole du mouvement n'ont pas exprimé leur opposition ouverte à l'initiative, se contentant de rester vagues sur le sujet.

■ Selon nous, plusieurs raisons expliquent la position du Hamas : le mouvement a été influencé par l'impossibilité de s'opposer à l'Arabie Saoudite, à l'Égypte et aux autres pays qui soutiennent l'initiative et le nouveau gouvernement et par le besoin de préserver l'unité palestinienne suite à l'Accord de La Mecque et à l'établissement du gouvernement d'union nationale; le Hamas espère que l'initiative arabe permettra de lever les pressions économiques et politiques internationales; par-dessus tout, le Hamas est conscient que son opposition à l'initiative et son soutien à l'utilisation du Hamas (**que l'initiative arabe ne mentionne pas du tout**) risquent de réduire de façon significative ses chances d'être appliqué.

■ Voici un extrait des propos des hauts responsables du Hamas et des porte-parole de l'organisation sur les décisions adoptées au sommet de Riyad:

✿ **Khaled Mashaal**, chef du bureau politique du Hamas, a déclaré à l'occasion d'une visite à Alger où il participait à la Conférence de la Fondation Internationale de Jérusalem, que le **Hamas n'avait pas abandonné son jihad militaire** et qu'il était **déterminé à poursuivre la "résistance"** (cf., les violences et le terrorisme) (El-Khabar, Algérie, 27 mars 2007).

✿ **Ismail Haniya**, le Premier ministre du gouvernement d'union nationale, qui a participé au sommet de Riyad, a déclaré à des journalistes

de Reuters que son organisation n'était pas opposée à l'initiative arabe mais qu'elle **ne renoncerait jamais à sa demande du “droit du retour”** des réfugiés palestiniens. Il a appelé les dirigeants des pays arabes à ne pas faire de compromis sur les droits fondamentaux des Palestiniens, notamment le “droit du retour” (Reuters, Riyad, 28 mars 2007). Dans une interview à la chaîne Al-Arabiya, il a répété que le retour des réfugiés palestiniens sur “leurs” terres était “un droit sacré” que personne ne pouvait concéder (Télévision Al-Arabiya, 29 mars 2007).

✿ **Mahmoud al-Zahar**, un des hauts dirigeants du Hamas dans la bande de Gaza, a déclaré que le sommet arabe n'avait rien produit de nouveau. Il a déclaré qu'en 2002, le sommet s'était “arrêté” à un certain niveau et qu'il n'avait pas décollé depuis. Il a réitéré l'idéologie de base du Hamas: “Notre plan est de libérer toute la Palestine en une étape ...toute la Palestine est [une] étape pour nous. Au sujet de notre plan stratégique, il consiste à apporter l'Islam dans chaque foyer.” Il a ajouté: “**Nous n'avons jamais reconnu et ne reconnâtrons jamais le droit d'Israël à exister dans toute partie de la Palestine...** Si nous renonçons à notre programme de résistance, nous renonçons à notre nom! Nous sommes le Mouvement de la Résistance Islamique – Hamas” (Agence de Presse Ma'an, 30 mars 2007).

✿ **Khalil Abu Leila**, responsable des relations extérieures du Hamas, a déclaré qu'il ne pensait pas que l'“entité sioniste” accepte l'initiative arabe. Il a toutefois ajouté que l'OLP devait donner une autre chance à l'“entité sioniste,” mais que cela devait être fait sans concessions arabes en échange de l'accord d'Israël (Chaîne de télévision Al-Aqsa, 27 mars 2007).

Jihad Islamique Palestinien

■ Contrairement aux nombreuses déclarations du Hamas au sujet de l'initiative arabe, justifiées par les engagements du gouvernement d'union nationale, le JIP a fait part de son opposition au projet et n'a pas hésité à vilipender les décisions du sommet:

✿ Dans un communiqué publié sur Internet, le JIP a déclaré que le sommet de Riyad offrait à l'“entité sioniste” une excuse pour poursuivre sa “politique agressive contre les Palestiniens.” **Khaled al-Batash**, personnalité du mouvement, a déclaré que les Arabes avaient “unaniment accepté d'abandonner le problème palestinien et qu'ils ne s'intéressaient plus aux Palestiniens” (Site Internet du Hamas, 29 mars 2007).

✿ **Ziyad Nakhleh**, vice-secrétaire de l'organisation (qui vit à Damas) a déclaré à la chaîne iranienne Al-'Alam que les dirigeants arabes réunis à Riyad n'étaient pas autorisés à faire des concessions aux “sionistes” au sujet de la “Palestine historique.” Il a ajouté que la position du JIP était que l'idée d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 aux côtés d'Israël ne devait pas être discutée (Al-'Alam, 28 mars 2007). Il a également déclaré que les décisions du sommet “renonçaient au droit légitime du peuple palestinien” et a ajouté que “tous les dirigeants arabes avaient l'interdiction en toutes circonstances ... de céder la Palestine historique aux ennemis sionistes” (Site Internet Paltoday, 29 mars 2007).

Scène interne palestinienne

Début d'activité du gouvernement d'union nationale

■ Le gouvernement palestinien d'union nationale s'est réuni pour la première fois le 19 mars, Abu Mazen président une conférence vidéo entre Gaza et Ramallah. Selon Mustafa Barghouti, le Ministre de l'Information, la réunion a porté sur les moyens de lever le siège international et d'améliorer la sécurité civile (Al-Hayat Al-Jadeeda, 19 mars 2007).

■ L'autorité ministérielle a également été transférée aux différents nouveaux Ministres. De plus, des plans ont été prévus (en vertu d'un décret présidentiel publié par Abu Mazen) afin de rétablir le conseil de sécurité nationale, dirigé par Muhammad Dahlan (auquel le Hamas est toujours opposé). Selon le décret, **des**

représentants du Hamas siégeront au conseil, dont le Premier ministre Ismail Haniya et Hani al-Qawasmi, le nouveau Ministre de l'Intérieur (Al-Ayyam, 19 mars 2007).

■ Alors que des éléments du Fatah ont salué la nomination de Muhammad Dahlan, celle-ci a provoqué une vague de colère auprès du Hamas. Le porte-parole du mouvement au Conseil législatif a déclaré que non seulement la nomination n'aurait pas dû avoir lieu, mais qu'elle était illégale, puisqu'il est impossible selon la loi fondamentale palestinienne qu'un membre du Conseil législatif occupe deux fonctions gouvernementales (Site Internet de l'Agence de Presse Ma'an, 19 mars 2007). La question de la nomination de Dahlan a été transférée à la Commission loi et justice du Conseil législatif (Al-Ayyam, 20 mars 2007).

Poursuite des heurts et de l'anarchie malgré l'établissement du nouveau gouvernement d'union nationale

■ Malgré l'établissement du gouvernement d'union nationale, et en dépit des appels des hauts responsables du Fatah et du Hamas, **les violences et l'anarchie continuent de frapper la bande de Gaza**. Sur le terrain, des activistes des deux bords et des membres des clans locaux continuent de s'affronter et ne prêtent aucune attention aux tentatives de médiation des responsables des mouvements. La guerre de propagande entre les parties a également repris. Voici les principaux incidents:

- ✿ Le 21 mars, deux membres de la Force 17 (Fatah) ont été blessés dans une fusillade.
- ✿ Le 21 mars, des membres des Services de sécurité préventive, un professeur de l'Université islamique de Gaza (libéré trois jours plus tard) et un juge proche du Hamas ont été enlevés.
- ✿ Le 21 mars, de violents heurts ont opposé des membres du Fatah et du Hamas à Beit Lahia, et une roquette a failli être tirée sur la maison d'un membre du Hamas. Un homme a été tué et huit autres ont été blessés.

- ✿ Le 22 mars, un membre du Hamas et un enfant de quatre ans ont été tués durant des heurts entre des membres de la Force Exécutive et l'un des clans de la Gaza.
- ✿ Le 24 mars, des membres de la Force Exécutive ont ouvert le feu sur le quartier général de la Force Exécutive à Khan Yunis.
- ✿ Le 25 mars, des membres de la Force Exécutive ont ouvert le feu sur cinq membres de la famille Arafat de Khan Yunis qui ont été blessés.
- ✿ Le 28 mars, des tirs ont blessé un commandant des Brigades Izzedine al-Qassam et de la Force Exécutive à Khan Yunis qui circulait dans son véhicule à Gaza. Le même jour, un activiste des Brigades Izzedine al-Qassam et deux de ses gardes du corps ont été blessés au Nord de la bande de Gaza dans une fusillade.
- ✿ Le 27 mars, le convoi du Ministre de l'Intérieur Hani al-Qawasmi a été attaqué par des civils en colère alors qu'il se rendait au village bédouin d'Um al-Nasr après l'effondrement d'un réseau d'égout. Plusieurs membres du convoi ont été blessés.

Israël et l'arène internationale

Position du Quartet et des Etats-Unis face au nouveau gouvernement palestinien

■ Suite à l'établissement du gouvernement palestinien d'union nationale, les Ministres des Affaires étrangères du Quartet ont publié un communiqué saluant la trêve dans les confrontations internes palestiniennes. **Toutefois, ils ont précisé que les trois conditions de base imposées par le Quartet devaient toujours être respectées.** Le Quartet a également déclaré que le gouvernement serait examiné non seulement sur la base de son programme mais également de ses actions. Les Ministres des Affaires étrangères ont également annoncé que l'actuel mécanisme temporaire international d'aide financière serait prolongé de trois mois.

■ Le 21 mars, devant la Chambre des Députés, la secrétaire d'état américaine Condoleezza Rice a déclaré que le renouvellement de la requête pour le versement d'une aide à l'appareil sécuritaire contrôlé par Abu Mazen serait transférée au Congrès dans les prochains jours. Des éléments au sein de l'administration américaine ont déclaré que la somme serait diminuée et les versements mieux contrôlés afin que l'argent n'arrive pas aux mains du Hamas (New York Times, 21 mars 2007).

"Promotion" du nouveau gouvernement auprès de la communauté internationale

■ Dans le cadre des tentatives de promotion du nouveau gouvernement et de levée des pressions internationales, le Ministre des Affaires étrangères palestinien **Ziyad Abu Amro** a rencontré son homologue belge. Suite à la rencontre, Abu Amro a déclaré que les Palestiniens allaient s'efforcer de clarifier leur position afin d'aider leurs amis européens intéressés à normaliser leurs relations avec le gouvernement du Hamas (Al-Quds, 25 mars 2007). **Salam Fiyjad**, le Ministre des Finances, devrait également se rendre en Europe pour tenter de faire lever les pressions et transférer le soutien financier à l'AP (Al-Ayyam, 24 mars 2007).

Nouvelle tournée de la secrétaire d'état américaine

■ Le 26 mars, la secrétaire d'état américaine Condoleezza Rice est arrivée au Proche-Orient pour rencontrer des membres des gouvernements israélien et palestinien afin de tenter de définir les sujets nécessaires à un accord israélo-palestinien en vue du dialogue sur l'établissement d'un Etat palestinien. Après sa rencontre avec Abu Mazen, Condoleezza Rice a réitéré l'engagement américain à trouver une solution basée sur le concept de deux Etats. Elle a déclaré que la Feuille de route devait être suivie. Le 27 mars, en résumant sa visite dans la région, Rice a déclaré qu'il avait été décidé de mettre en place des **rencontres bimensuelles** entre Ehud

Olmert et Abu Mazen. Ces rencontres permettront de discuter des questions concrètes et quotidiennes (comme la liberté de mouvement des Palestiniens, la gestion des points de passage et la lutte contre la contrebande d'armes dans la bande de Gaza) et de formuler un “horizon politique” en accord avec la Feuille de Route. Toutefois, elle a également déclaré qu'il ne s'agissait pas encore de négociations sur un accord permanent et a ajouté que les rencontres bimensuelles ne remplaceraient pas une médiation américaine (Télévision Al-Jazeera en anglais et AP, 27 mars 2007).